



▶
OPALE
OBSERVATOIRE
PARTENARIAL
ÉCONOMIE
EMPLOI
INSERTION

DÉCEMBRE
2023

▶
**Observatoire
métropolitain
de l'économie
à impact positif**

MÉTROPOLE
GRAND LYON





Observatoire métropolitain de l'économie à impact positif

La Métropole de Lyon développe une stratégie économique à impact positif qui vise à assurer le maintien et le développement d'une économie dynamique, de proximité, moins consommatrice de ressources et d'énergies fossiles, riche en emplois de tous niveaux et répondant aux besoins des citoyens, des salariés et des entrepreneurs.

Cinq enjeux structurent cette stratégie :

- Défendre le capital naturel et la préservation des ressources
- Préserver le bien-être et la santé des habitants
- Décarboner le territoire
- Favoriser l'emploi durable pour tous
- Promouvoir les coopérations vertueuses

Pour objectiver et suivre la contribution des activités économiques aux problématiques sociales, environnementales et économiques du territoire, la Métropole de Lyon met en place l'Observatoire métropolitain de l'économie à impact positif, avec l'appui de l'Opale (Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise).

Actualisé annuellement, il permettra de :

- partager les enjeux prioritaires du territoire et fédérer les acteurs économiques autour d'objectifs communs
- orienter les actions de la Métropole de Lyon en matière de transition économique.

Crédits :

Photo couverture : © Métropole de Lyon – Thierry Fournier

Illustrations : Agence Dissidentia

Pictogrammes : The Noun Projects

SOMMAIRE



INCLUSION & JUSTICE SOCIALE

Mixité et diversité	p.07
Accès à l'emploi et insertion.....	p.08



VIABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Énergie	p.17
Stratégie climat et carbone	p.19
Transport durable	p.20
Gestion des déchets.....	p.22
Gestion de l'eau	p.24
Nature et biodiversité.....	p.25
Qualité de l'air.....	p.26
Tonnages importés	p.28



SOUTENABILITÉ ÉCONOMIQUE

Croissance économique et dynamique d'emploi.....	p.33
Souveraineté économique.....	p.39
Activités à impact	p.40
Achats responsables.....	p.43





INCLUSION ET JUSTICE SOCIALE



INCLUSION ET JUSTICE SOCIALE

Vue d'ensemble des indicateurs



Sous-domaine	Thématique	Le chiffre	Évolution	Indicateur	Source	Dates	
MIXITÉ ET DIVERSITÉ	Diversité liée au sexe	61%	+1,3 point	Taux d'emploi des femmes	Insee-RP	2014-2020	
		-7 points	-0,4 point	Écart entre le taux d'emploi des femmes et celui des hommes	Insee-RP	2014-2020	
		44%	+4 points	Part d'entreprises individuelles créées par des femmes	Insee-SIDE	2021-2022	
	Diversité liée à l'âge	57,8%	+6,5 points	Taux d'emploi des personnes de 55 ans et plus	Insee-RP	2021-2022	
	Diversité liée au handicap	3,5%		Taux d'emploi direct des travailleurs handicapés dans le secteur privé (en ETP)	Agefiph -FIPHFP	2019	
ACCÈS À L'EMPLOI ET INSERTION	Chômage	6,8 %	-0,3 point	Taux de chômage au sens du BIT	Insee	2T2022-2T2023	
	Demande d'emploi	114 000	-2,5%	Nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC)	Pôle emploi	Juin 2022-Juin 2023	
		48 890	-9%	Nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (catégories ABC)	Pôle emploi	Juin 2022-Juin 2023	
		56 250	-2,6%	Nombre de femmes parmi les demandeurs d'emploi (catégories ABC)	Pôle emploi	Juin 2022-Juin 2023	
			8 590	-1,1%	Nombre de bénéficiaires OETH parmi les demandeurs d'emploi (catégories ABC)	Pôle emploi	Juin 2022-Juin 2023
	Clauses sociales	1 585 300	+16%	Nombre d'heures effectuées dans l'année	MMI'e	2021-2022	
		3 665	+11%	Nombre de personnes ayant bénéficié de clauses sociales dans l'année	MMI'e	2021-2022	
		1 510	+8%	Nombre de personnes au RSA ayant bénéficié de clauses sociales dans l'année	MMI'e	2021-2022	
	Quartiers politique de la ville	2 831	+2,3%	Nombre de créations d'entreprise dans les QPV	Insee-REE	2020-2021	
	RSA	41 106	-1,9%	Nombre de foyers bénéficiaires du RSA	CAF du Rhône	31.12.2021-31.12.2022	
			6,2%	Part de la population couverte par le RSA	CNAF	31.12.2021	
			21 424	+6,9%	Nombre de foyers allocataires du RSA depuis plus de quatre ans	CAF du Rhône	31.12.2021-31.12.2022
	Revenu de solidarité Jeunes	1 979			Nombre de bénéficiaires du RSJ	Métropole de Lyon - Pluricité	Entre juin 2021 et septembre 2023



Mixité et diversité

Diversité liée au sexe

Définitions

Le taux d'emploi est le rapport entre le nombre de personnes en emploi et l'ensemble de la population. La tranche d'âge retenue est celle des 15-64 ans

Sources

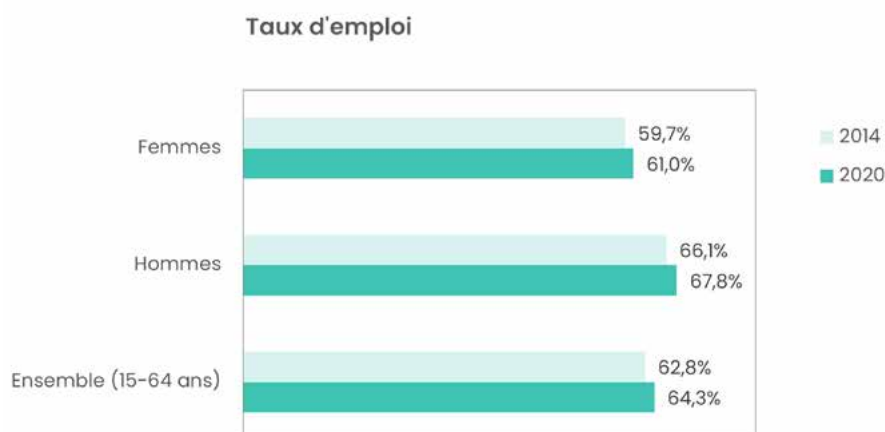
Insee - Recensements de la population 2014 et 2020

Écart taux d'emploi
femmes-hommes
- 7 points

Évolution en six ans
-0,4 point

Le taux d'emploi des femmes s'établit à 61% dans la métropole de Lyon en 2020. Il est de 62,7% au niveau national.

Si le taux d'emploi des femmes s'est amélioré depuis 2014 dans la métropole de Lyon, l'écart avec celui des hommes s'est légèrement creusé (passage de -6,4 points en 2014 à -6,8 points en 2020).



Définitions

Une entreprise individuelle est une entreprise en nom propre. L'identité de l'entreprise correspond à celle du dirigeant, qui est responsable sur ses biens propres. L'entrepreneur exerce son activité sans avoir créé de personne juridique distincte. Les différentes formes d'entreprises individuelles sont composées des commerçants, artisans, professions libérales, agriculteurs.

Sources

Insee-SIDE - 2022

44%
Part d'entreprises
créées par des
femmes

+ 4 points
Évolution en un an

En 2022, 44% des entreprises individuelles ont été créées par des femmes dans la métropole de Lyon. C'est 4 points de plus qu'en 2021.

À noter que les entreprises individuelles représentent la majorité des créations d'entreprise : 72% en 2022.

Les femmes sont majoritaires dans les créations d'entreprises des secteurs de la santé et de l'action sociale. Elles sont très minoritaires dans les activités informatiques ou le transport (activités de livraison essentiellement).



Accès à l'emploi et insertion

Chômage



Définitions

Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) et le nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage).

Un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui est sans emploi au cours de la semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines à venir et a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail.

Sources

Insee – Taux de chômage localisé en moyenne trimestrielle, corrigé des variations saisonnières - 2^e trimestre 2023

Taux de chômage
6,8%

Évolution en six ans
-0,3 point

Le taux de chômage de la métropole de Lyon s'établit à 6,8% de la population active au deuxième trimestre 2023. Il est inférieur à son niveau d'avant la crise sanitaire (7,2% au deuxième trimestre 2020). Le dernier trimestre est marqué par une légère augmentation, à voir si c'est une tendance qui se confirme.

Le taux de chômage de la zone d'emploi est inférieur à celui de la métropole de Lyon : 6,2%. Il est inférieur à celui de la France métropolitaine (7,1%) et des zones d'emploi de Marseille, Toulouse et Lille. Il est équivalent à celui de Bordeaux. Parmi les principales zones d'emploi hors Paris, c'est à Nantes que le taux de chômage est le plus faible (5,4%).

Taux de chômage par zone d'emploi et en France





ACCÈS À L'EMPLOI ET INSERTION

Demande d'emploi

Définitions

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont comptabilisés au dernier jour de chaque mois. Les catégories A, B et C regroupent des demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Les catégories A sont sans emploi. Les catégories B ont exercé une activité réduite courte (78h et moins au cours du mois). Les catégories C ont exercé une activité réduite longue (plus de 78h au cours du mois). Un chômeur est considéré de longue durée dès lors qu'il est inscrit depuis plus d'un an.

QPV : quartier politique de la ville

OETH (obligation d'emploi des travailleurs handicapés) : dispositif ayant pour objectif d'inciter les employeurs privés et publics à embaucher des travailleurs handicapés

Sources

Pôle emploi – STMT – Données brutes - 30 juin 2023

Demandeurs
d'emploi

114 000

Évolution
en six ans

- 2 940

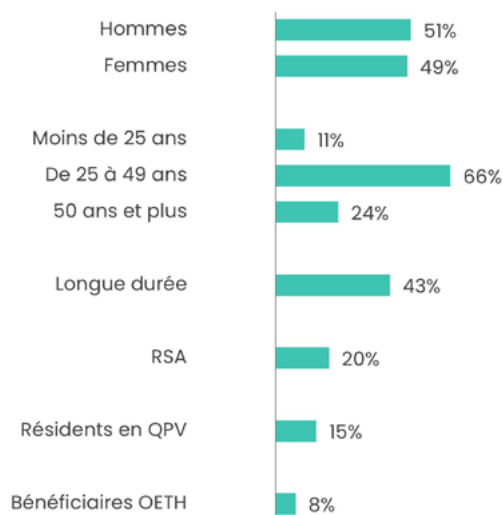
- 2,5%

Femmes	56 250	-2,6%
Moins de 25 ans	12 480	+1,9%
50 ans et plus	26 840	-3,4%
Longue durée	48 890	-9%
RSA	22 890	-4,7%
Résidents QPV	17 480	-15,3%
Bénéficiaires OETH	8 590	-1,1%

Les demandeurs d'emploi de catégories A,B et C sont 114 000 fin juin 2023. Parmi ceux-ci, 55% n'ont pas du travaillé le mois précédent (catégorie A).

Le nombre de demandeurs d'emploi a fortement diminué depuis le pic enregistré lors de la crise sanitaire en mars 2020. Depuis un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A,B et C a reculé de 2,5 %, celui de la seule catégorie A de 6,4 %. La baisse profite à l'ensemble des profils, à l'exception des jeunes de moins de 25 ans. Les personnes éloignées de l'emploi bénéficient particulièrement de cette diminution (-9% de demandeurs d'emploi de longue durée).

Profil des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C





ACCÈS À L'EMPLOI ET INSERTION

Clauses sociales



Définitions

La clause sociale est un levier juridique offert par le code de la commande publique, qui permet à un acheteur d'imposer à l'entreprise attributaire de ses marchés de recruter des publics éloignés de l'emploi sur un volume d'heures de travail imposé.

Par public éloigné de l'emploi, il est entendu notamment demandeur d'emploi depuis plus de 12 mois, bénéficiaire de minima sociaux, personnes sous peine privative de liberté, personne bénéficiaire de l'obligation d'emploi, jeune de moins de 26 ans sans qualification.

Sources

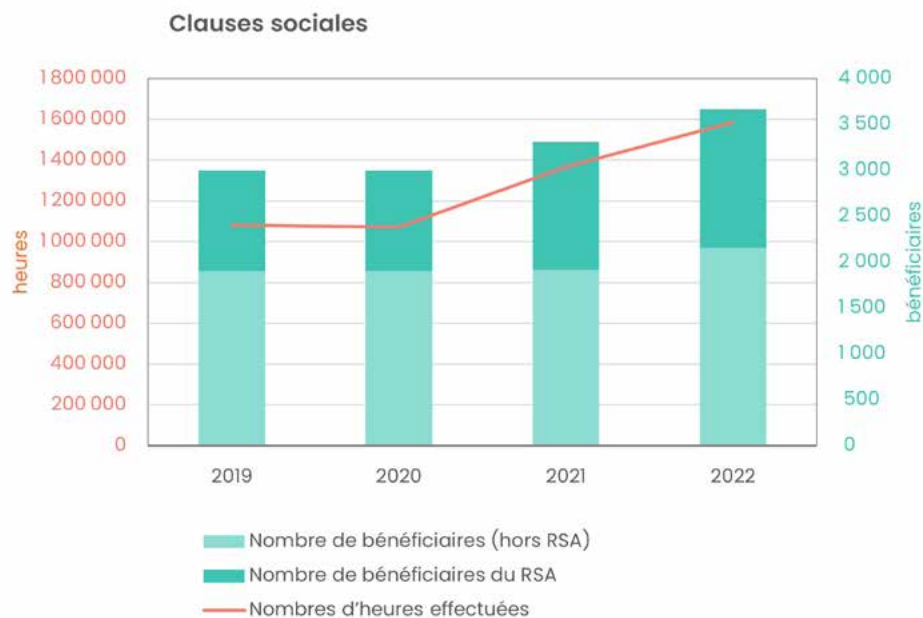
Observatoire clauses sociales - MMI'e - 2022

Nombre d'heures
d'insertion
1 585 300

Évolution
en un an
+ 219 000
+ 16 %

Sur le territoire de la métropole de Lyon, les clauses sociales ont connu un fort développement depuis 2019 grâce à l'implication croissante des maîtres d'ouvrage (de 41 en 2019 à 85 en 2022) qui se servent du levier des achats pour donner accès à des opportunités d'emploi aux publics qui en sont éloignés.

Ainsi, en 2022, 1 585 000 heures d'insertion ont été réalisées par 3 665 bénéficiaires, pour une durée moyenne de contrat de près de 3 mois par personne (433 h). Plus important encore, eu égard à l'éloignement initial de l'emploi des publics bénéficiaires, le taux de sortie en emploi ou en formation à l'issue d'une expérience dans le cadre des clauses sociales est passé de 42% en 2019 à 52% en 2022, avec 15% des personnes qui terminent leur parcours par un CDI.





ACCÈS À L'EMPLOI ET INSERTION

QPV – Quartiers politique de la ville

Définitions

Le champ couvre l'ensemble des activités marchandes hors agriculture. Les activités des organisations associatives ne sont pas reprises ici.

La micro-entreprise est un régime social et fiscal simplifié appliqué aux entreprises individuelles. Taux de création : nombre de créations dans l'année / stock d'établissements en début d'année

Sources

Insee-REE 2021

Créations
d'établissements
2 831

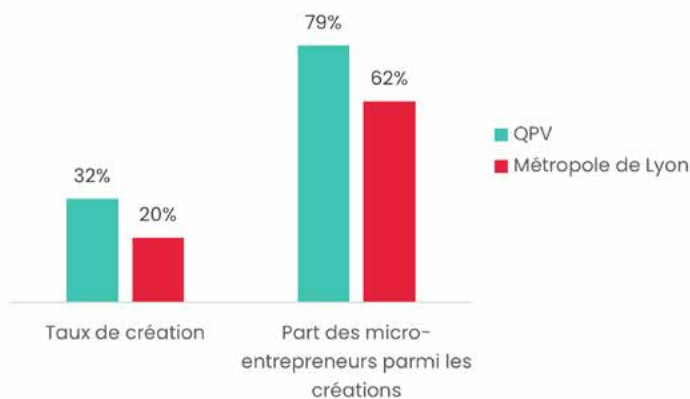
Évolution
en un an
+ 63
+ 2,3%

En 2021, 2 830 établissements ont été créés dans l'ensemble des quartiers politique de la ville de la métropole de Lyon. Le taux de création atteint 32%, soit 32 nouveaux établissements pour 100 existants. Il est bien supérieur à celui de la métropole (20%).

Les micro-entrepreneurs sont très largement majoritaires : ils représentent 79% des nouveaux établissements dans les quartiers contre 62% dans la métropole.

En un an, la progression a été moins élevée que dans l'ensemble de la métropole : +2,3% contre +8,4%.

Création d'établissements dans les QPV





ACCÈS À L'EMPLOI ET INSERTION

RSA – Revenu de solidarité active



Définitions

Le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti. L'allocation varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge, du montant des revenus d'activité du foyer, de certaines autres ressources (pensions alimentaires, rentes, indemnités chômage...) et des aides au logement perçues. La part de la population couverte est une estimation car le calcul fait appel à deux sources et années différentes.

Sources

CAF du Rhône - 31-12-2022, CNAF - 31-12-2021 et Insee-RP 2020

Foyers allocataires du RSA

41 106

Évolution en un an

- 775

- 1,9%

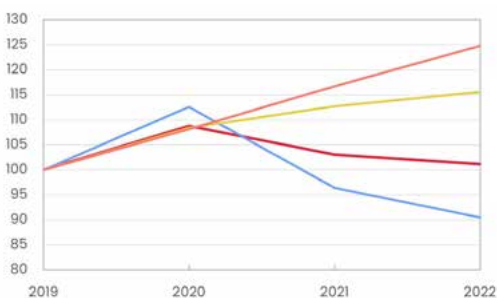
Personnes couvertes	88 828	-1,1%
Foyers allocataires de moins de 30 ans	8 227	-6,1%
Foyers allocataires de 60 ans et plus	3 169	+2,6%
Foyers allocataires depuis plus de quatre ans	21 424	+6,9%

Le regain d'activité enregistré après la crise sanitaire profite aux personnes éloignées du marché du travail. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA recule de 1,9 % entre décembre 2021 et décembre 2022, après une forte baisse entre décembre 2020 et décembre 2021 (-5,3%). Fin 2022, 41 100 foyers allocataires sont recensés dans la métropole de Lyon, ce qui représente 88 830 personnes couvertes, soit 6% de la population.

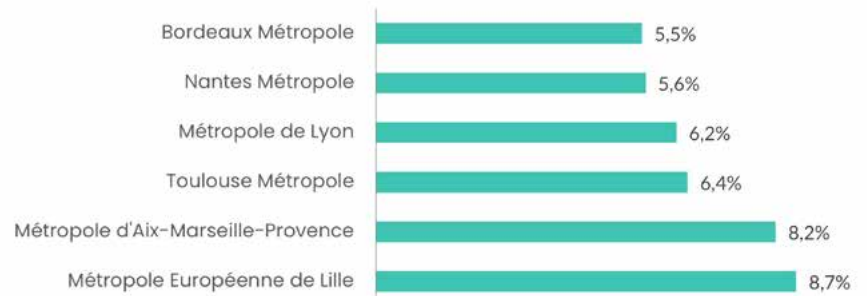
Les effectifs des foyers allocataires du RSA les plus âgés (60 ans et plus) et des allocataires les plus anciens dans le dispositif (depuis plus de quatre ans) ne bénéficient pas de cette amélioration. Leur nombre progresse en un an : respectivement +2,6% et +6,9%. La part des bénéficiaires du RSA depuis plus de quatre ans représente désormais 52% du total des allocataires (en hausse de 10 points par rapport à fin 2019).

Les métropoles de Bordeaux, Nantes, Lyon et Toulouse ont une part de la population couverte par le RSA relativement proche (entre 5,5% et 6,4%). A Aix-Marseille et Lille, il y a plus d'habitants couverts par l'allocation (respectivement 8,2% et 8,7%).

Évolution du nombre de foyers allocataires dans la métropole de Lyon



Part de la population couverte par le RSA



— Ensemble
— 60 ans et plus
— Moins de 30 ans
— Depuis plus de quatre ans



ACCÈS À L'EMPLOI ET INSERTION

Revenu de solidarité jeunes

Définitions

La Métropole de Lyon a mis en place le revenu de solidarité jeunes en mai 2021. Il est destiné aux jeunes de moins de 25 ans sans ressources ni soutien familial. Le montant de l'aide est de 420 € par mois pour les jeunes ne percevant aucune ressource d'activité et 315 € pour ceux avec ressources.

Sources

Métropole de Lyon - Pluricité - 30 septembre 2023

Nombre de bénéficiaires

1 979

La Métropole de Lyon a souhaité mettre en place son propre dispositif de solidarité à destination des jeunes de moins de 25 ans sans ressources ni soutien familial. Il s'inscrit en complément d'autres dispositifs nationaux, en offrant des modalités de soutien financier jusque-là inexistantes. Il repose sur une triple logique :

- protéger avec une aide financière
- sécuriser avec un accompagnement complet par un référent RSJ
- renforcer l'accès aux droits.

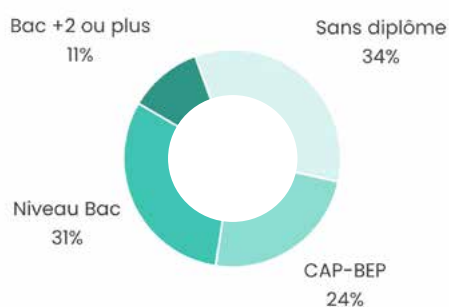
Depuis la mise en place du RSJ mi-2021, ce sont 1 979 jeunes qui en ont bénéficié dont 614 nouveaux bénéficiaires en 2023.

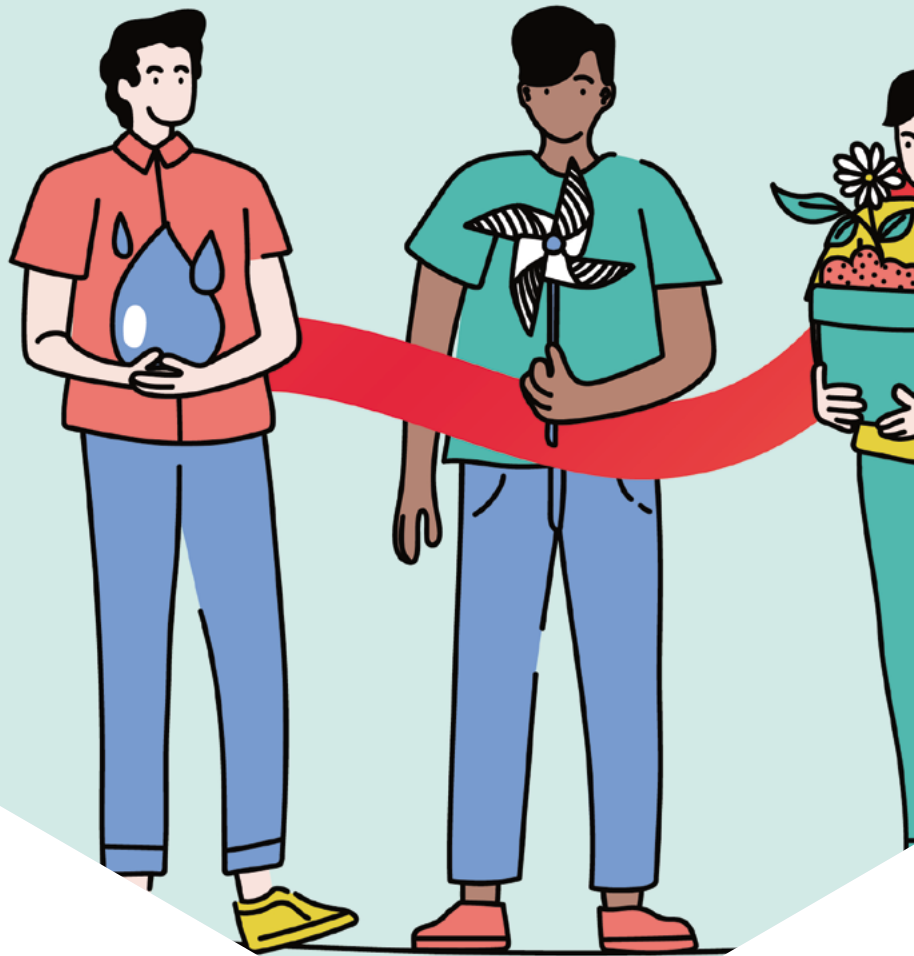
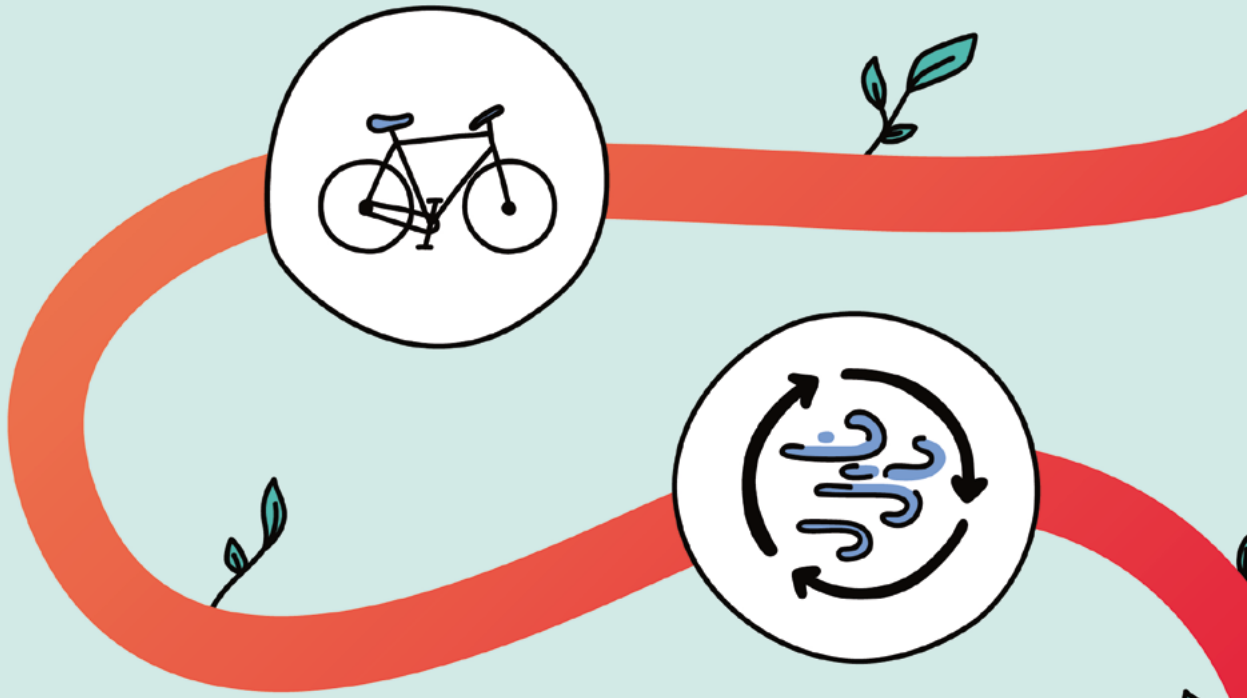
Les bénéficiaires sont à 56% des jeunes hommes.

Un tiers des bénéficiaires n'a aucun diplôme et un dix a un diplôme de l'enseignement supérieur.

13% sont SDF, 10% sont hébergés en foyer et quatre sur dix vivent encore chez leurs parents.

Niveau de diplôme des bénéficiaires du RSJ







VIABILITÉ ENVIRONNEMENTALE



VIABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Vue d'ensemble des indicateurs



Sous-domaine	Thématique	Le chiffre	Évolution	Indicateur	Source	Dates
ÉNERGIE	Sobriété énergétique	20 213	-25%	Consommation énergétique des activités économiques (en GWh)	Orcae	2000-2021
	Solaire photovoltaïque	50,1	+142%	Production solaire photovoltaïque par les acteurs économiques (en GWh)	Orcae	2015-2021
STRATÉGIE CLIMAT ET CARBONE	Gaz à effet de serre (GES)	3 651	-37%	Emissions de GES provenant des activités économiques (en ktCO ₂ eq)	Orcae	2000-2021
TRANSPORT DURABLE	Report modal	50,3%	-3 points	Part de la voiture dans les déplacements domicile-travail	Insee-RP	2014-2020
	Transport de marchandises	75,4%	+4,4 points	Part des vignettes Crit'Air E, 1 et 2 parmi le parc de véhicules utilitaires légers et poids lourds	Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires	01.01.2020-01.01.2021
GESTION DES DÉCHETS	Déchets des activités économiques	542 300	+3,3%	Volume en tonnes des déchets des activités économiques non dangereux et non inertes	Sindra	2020-2021
	Echanges extérieurs	347 250	-12,3%	Tonnage de déchets industriels exportés	Douanes	2021-2022
GESTION DE L'EAU	Consommation d'eau	13,1		Consommation en eau issue des activités économiques (en millions de m ³)	Eau publique du Grand Lyon	2022
NATURE ET BIODIVERSITÉ	Consommation d'espaces	29,4	-4,5%	Consommation d'espaces, naturels et forestiers à destination d'activités (en hectares)	Observatoire de l'artificialisation-Cerema	2020-2021
QUALITÉ DE L'AIR	Oxydes d'azote (NOx)	4 540	-33%	Emissions d'oxydes d'azote (NOx) des activités économiques	Orcae	2015-2021
	Particules fines PM10	383	-39%	Emissions de particules fines PM10 par les activités économiques	Orcae	2015-2021
	Particules fines PM2,5	287	-39%	Emissions de particules fines PM2,5 par les activités économiques	Orcae	2015-2021
TONNAGES IMPORTÉS	Tonnages importés hors Europe	724	-0,3%	Volume des importations hors Europe (en kilotonnes)	Douanes	2021-2022
	Tonnages importés Europe	3 493	+1,5%	Volume des importations provenant d'Europe (en kilotonnes)	Douanes	2021-2022

Énergie

Sobriété énergétique



Objectif
métropolitain
- 30% de
consommation
globale
d'énergie entre
2000 et 2030,

-57% pour
les activités
économiques

Consommation
d'énergie par
les activités
économiques
20 213 GWh

Évolution
2000-2021
- 6 669 GWh
- 25%

La consommation d'énergie baisse depuis 2000 (-1,3% par an), **avec une accélération entre 2018 et 2021 (-2,3% par an)** pour atteindre 20 213 GWh en 2021. On constate une très forte baisse entre 2019 et 2020 (-10,3%) suivi d'un léger rebond (+5,9%) entre 2020 et 2021, sans doute dû à la reprise de l'activité économique.

Pour atteindre les objectifs climatiques du plan climat-air-énergie territorial (PCAET), la consommation d'énergie finale des acteurs économiques **doit diminuer de 6% par an jusqu'en 2030**.

Les activités économiques sont à l'origine de 62% de la consommation en énergie finale totale de la métropole de Lyon en 2021. A noter une baisse de -25 % de la consommation d'énergie pour les activités économiques depuis 2000 contre -17% pour l'ensemble du territoire.

Définitions

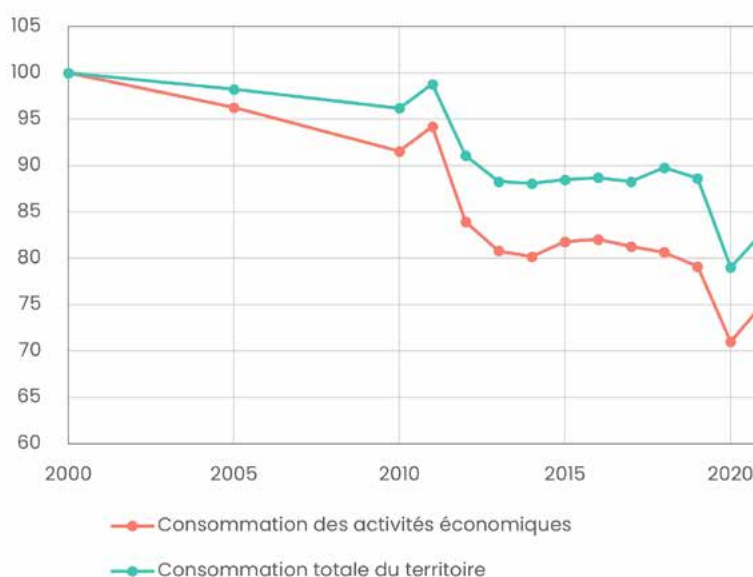
La consommation énergétique des activités économiques correspond à la somme des émissions de GES sur le territoire des secteurs Agriculture, sylviculture et aquaculture, Industrie hors branche énergie, Branche énergie, Gestion des déchets et Tertiaire. On additionne également la part des émissions liées au transport de marchandises, soit 42% du transport routier. La consommation totale du territoire comprend, outre les activités citées ci-dessus, les secteurs Résidentiel, Transport routier (autre que le transport de marchandises) et Autres transports.

Sources

Orcae - Observatoire régional climat air énergie
- 2021 (publication de décembre 2022)

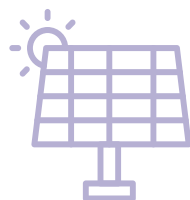
Evolution de la consommation d'énergie

Base 100 en 2000



ÉNERGIE

Solaire photovoltaïque



Objectif

métropolitain

17% de production renouvelable et de récupération locale dans la consommation finale d'énergie d'ici 2030

230 GWh de production supplémentaire de solaire photovoltaïque entre 2015 et 2030

Définitions

La production réalisée par des installations basse tension inférieure à 36 kVA (kilovoltampère) n'est pas retenue pour les acteurs économiques, celle-ci est considérée comme réalisée par les particuliers. Les calculs sont réalisés en considérant que les acteurs économiques représenteront 80% de la production jusqu'en 2030. La production est mesurée en gigawatt-heure (GWh).

Sources

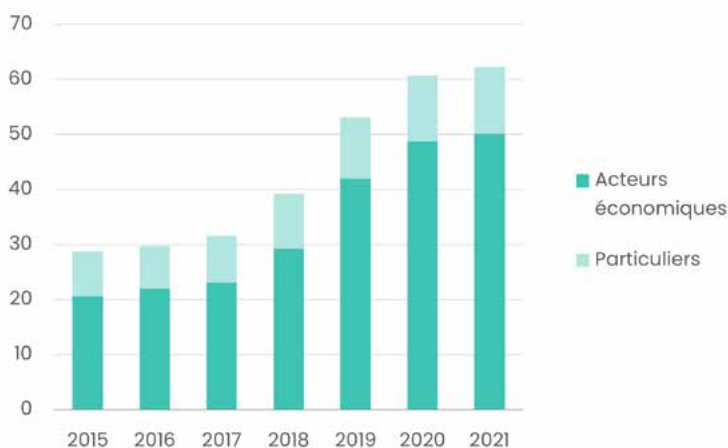
Orcae - Observatoire régional climat air énergie - 2021 (publication de décembre 2022)

Production par les acteurs économiques
50,1 GWh

Évolution 2015-2021
+ 29,4 GWh
+ 142%

Les acteurs économiques contribuent en grande partie au développement du solaire photovoltaïque (80% de la production en 2021). Sur les 62,3 GWh produits en 2021, 50,1 GWh sont portés par le monde économique. Entre 2018 et 2021, la production annuelle moyenne supplémentaire des acteurs économiques s'est élevée à 7 GWh. Pour atteindre les objectifs fixés dans la trajectoire du PCAET, le rythme de développement du solaire photovoltaïque devrait passer à 17,4 GWh supplémentaires par an, soit une accélération d'un facteur 2,5.

Production solaire photovoltaïque par acteur (en GWh)





Stratégie climat et carbone

Gaz à effet de serre



Objectif
métropolitain

43%
d'émissions
globales de GES
entre 2000 et
2030

-51% pour
les activités
économiques

Émissions de gaz
à effet de serre
par les activités
économiques
3 651 ktCO₂eq

Évolution
2000-2021
-102 ktCO₂eq
-37%

Les émissions de gaz à effet de serre (GES), gaz fluorés inclus, des activités économiques diminuent depuis les années 2000 (-2,2% en moyenne annuelle) et ont atteint 3,651 millions de tonnes équivalent CO₂ en 2021. On constate une très forte baisse entre 2019 et 2020 de -10,8%, suivie d'un léger rebond (+2,3%) entre 2020 et 2021, sans doute dû à la reprise de l'activité économique.

Pour atteindre la trajectoire du plan climat-air-énergie territorial (PCAET), **il faut suivre une baisse de -2,8% par an jusqu'en 2030. La tendance sur les trois dernières années est de -4,6% par an.**

Les activités économiques sont à l'origine de 63% des émissions de GES. A noter une baisse de -37% des émissions pour les activités économiques depuis 2000 contre -32% pour l'ensemble du territoire.

Définitions

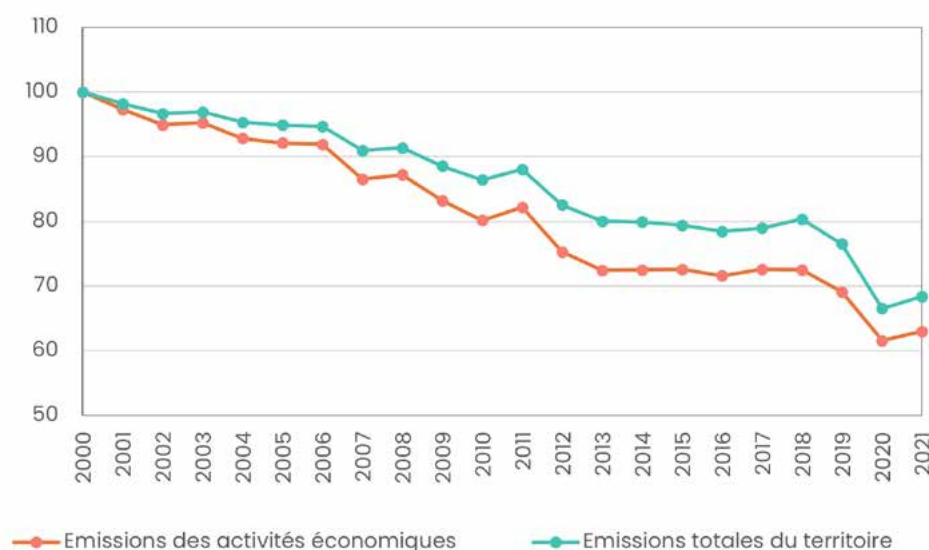
Les émissions de GES des activités économiques correspondent à la somme des émissions de GES sur le territoire des secteurs Agriculture, sylviculture et aquaculture, Industrie hors branche énergie, Branche énergie, Gestion des déchets et Tertiaire. On additionne également la part des émissions liées au transport de marchandises, soit 42% du transport routier. La consommation totale du territoire comprend, outre les activités citées ci-dessus, les secteurs Résidentiel, Transport routier (autre que le transport de marchandises) et Autres transports.

Sources

Orcae - Observatoire régional climat air énergie - 2021 (publication de décembre 2022)

Evolution des émissions de gaz à effet de serre

Base 100 en 2000





Transport durable

Report modal



Définitions

La part des différents modes de déplacement est calculé sur la base des déplacements domicile-travail des actifs résidant dans la métropole de Lyon. La question posée est : « Quel mode de transport principal utilisez-vous le plus souvent pour aller travailler ? »

Sources

Insee - Recensements de la population 2014 et 2020

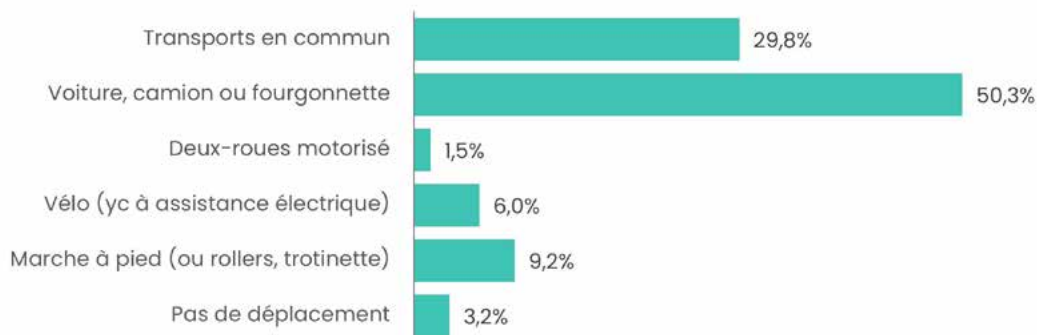
Part de la voiture pour se rendre au travail

50,3%

Évolution en six ans
- 3 points

La moitié des actifs de la métropole de Lyon utilisent principalement une voiture (ou camion ou fourgonnette) pour aller travailler en 2020. Cette part est en recul de trois points par rapport au recensement de 2014. La part des transports en commun progresse de 0,9 point. En 2014, les deux-roues (motorisés ou non) représentaient 5,1% ; en 2020 cette catégorie est séparée en deux : les déplacements se font à vélo pour 6% d'entre eux et en deux-roues motorisé pour 1,5%.

Part des différents modes de transport des actifs pour se rendre au travail



TRANSPORT DURABLE

Transport de marchandises

Définitions

L'analyse a été réalisée sur la base du parc de véhicules utilitaires légers (VUL) et de poids lourds (PL) selon leur catégorie Crit'Air dans les zones à faibles émissions (ZFE). Une ZFE est un territoire dans lequel est instaurée une interdiction d'accès, le cas échéant sur des plages horaires déterminées, pour certaines catégories de véhicules polluants qui ne répondent pas à certaines normes d'émission. La loi climat et résilience de 2021 est venue préciser le tempo, avec un calendrier progressif de sortie des véhicules les plus polluants :

- l'interdiction des véhicules Crit'Air 5 au plus tard le 1er janvier 2023
- l'interdiction des véhicules Crit'Air 4 au plus tard le 1er janvier 2024
- l'interdiction des véhicules Crit'Air 3 au plus tard le 1er janvier 2025

Sources

Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires - 1^{er} janvier 2021

Part des
Crit'Air E, 1 et 2
75,4%

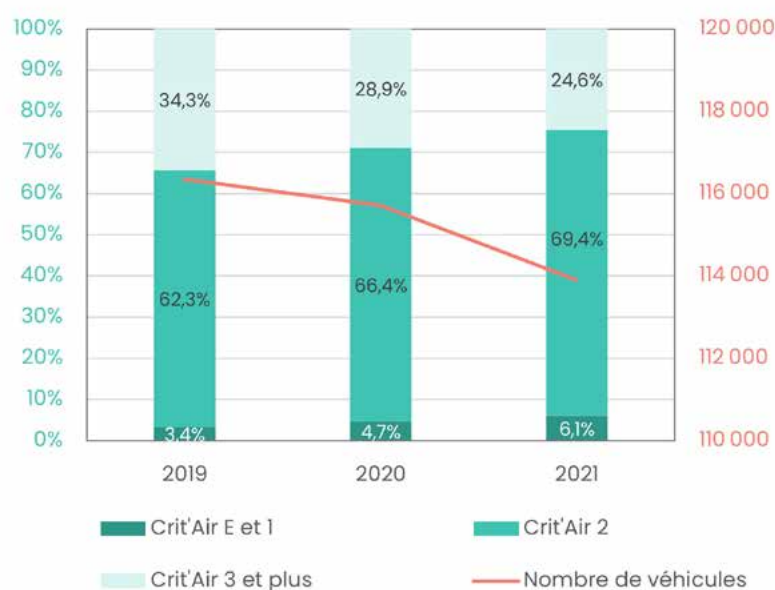
Évolution
en un an
+ 4,4 points

La part de véhicules utilitaires légers (VUL) et poids lourds (PL) avec une vignette Crit'Air et plus a fortement baissé entre 2019 et 2021, passant de 34,3% à 24,6%.

La part des véhicules utilitaires légers (VUL) et poids lourds (PL) avec des vignettes Crit'Air E, 1 et 2 augmente d'autant, passant de 65,7% à 75,4% du parc. Les vignettes Crit'Air E et 1 représentent 6,1% en 2021.

Cette évolution est due à l'acquisition de nouveaux véhicules et/ou à la transformation de motorisation des véhicules détenus par les acteurs économiques pour être conforme à la ZFE.

A noter également une baisse de 2,1% en deux ans du nombre de véhicules utilitaires légers (VUL) et poids lourds (PL), passant de 116 340 à 113 890 véhicules.

Répartition du parc de véhicules selon la classification Crit'Air

Gestion des déchets

Déchets des activités économiques



Définitions

Chaque année, les données des collectivités, des gestionnaires d'installations privées et des ressourceries-recycleries sont collectées et mises à jour dans l'outil national SINOE® de l'Ademe. Sindra consolide alors les données collectées et produit des indicateurs aux niveaux territorial et régional. DAE NDNI : Déchets des activités économiques non dangereux non inertes. Les DAE NDNI présentés ici proviennent du Rhône et sont traités sur la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Sources

Sindra - Observatoire des déchets en Auvergne-Rhône-Alpes - 2021

Tonnage de déchets
542 300

Évolution en un an
+17 245
+3,3%

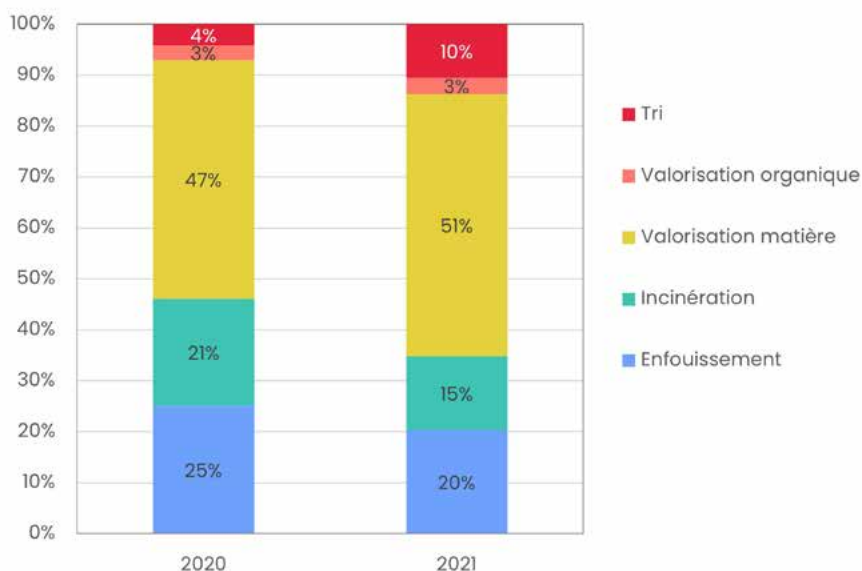
Déchets banals en mélange	220 479	-10%
Papiers cartons	93 568	-5%
Bois	69 395	+6%
Métaux	85 400	+107%
Déchets organiques	48 150	-11%
Equipements hors d'usage	11 239	-10%
Plastiques	10 245	+171%
Déchets de plâtre	3 551	-31%
Textile, verre	270	+190%

La quantité de déchets des activités économiques non dangereux non inertes (DAE NDNI) a légèrement augmenté de 3,3% entre 2020 et 2021. Cette augmentation est notamment due à la reprise économique de 2021 après la crise sanitaire de 2020 et par la progression des retours à l'enquête annuelle du Sindra auprès des installations privées traitant des DAE.

La valorisation de matière est passée de 47 à 51% et les parts de déchets incinérés et enfouis sont respectivement passées de 21% à 15% et de 25% à 20%

À noter une forte augmentation des tonnages de métaux et plastiques traités, respectivement + 107% et + 171% entre 2020 et 2021. Il s'agit notamment de tonnages supplémentaires de la part de nouvelles installations non-répondantes jusqu'alors et donc les tonnages ne pouvaient être estimés.

Part des déchets traités par "destination"



GESTION DES DÉCHETS

Échanges extérieurs de déchets industriels

Définitions

Le solde commercial correspond à la différence entre les exportations et les importations, il est calculé sur la base des fichiers des douanes. Les données sont à l'échelle de la circonscription départementale du Rhône. Les déchets industriels sont constitués des déchets dangereux et non dangereux, de matériaux triés et de matières premières secondaires.

Sources

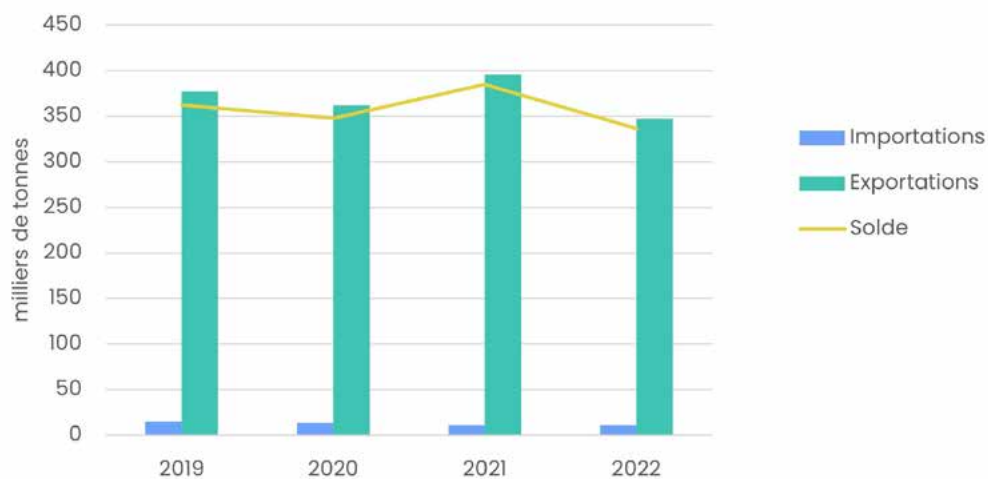
Douanes - 2022

Tonnage
de déchets
347 250

Évolution en un an
- 48 900
- 12,3%

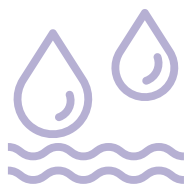
Le Rhône exporte beaucoup plus de déchets industriels qu'il n'en importe. En 2022, 347 250 tonnes ont été exportées contre 10 900 tonnes importées. Les trois quarts ont été exportés dans l'Union européenne, l'Italie représente à elle seul un tiers des exportations.

Evolution des échanges extérieurs de
déchets industriels du Rhône



Gestion de l'eau

Consommation d'eau



Objectif métropolitain
réduire la consommation d'eau potable par abonné de 15 % d'ici 2035 (cadre stratégique pour le service public d'eau potable 2021-2035)

Définitions

Le périmètre retenu est composé des segments « professionnels », « santé » et « enseignement ». La consommation liée aux « collectivités et administrations », soit 3% de la consommation globale, n'est pas intégrée au calcul. Le segment « industriels » est composé des activités suivantes : agroalimentaire, blanchisserie, chimie/pétrochimie, manufacture, pharmacie et autres. Le segment « commerce » est composé des activités suivantes : coiffeur, pressing, station-service, lavage et autres. Le segment « alimentaire » est composé des activités suivantes : petit commerce, restaurant/bar et supermarché/grande surface.

Sources

Eau publique du Grand Lyon - 2022

Consommation d'eau des activités économiques

13,1 millions m³

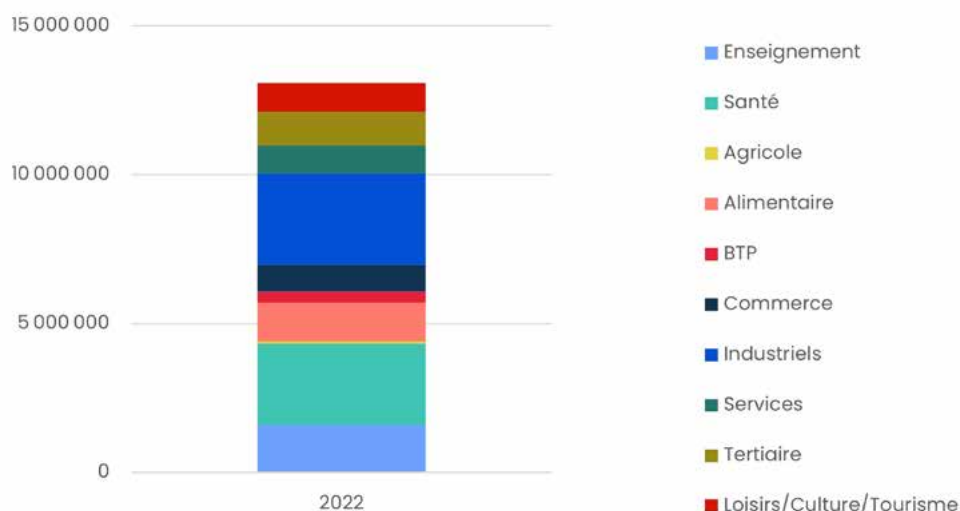
Part dans la consommation globale d'eau

17,7%

Les activités économiques ont consommé 13,1 millions de mètres cubes d'eau en 2022, soit 17,7% de la consommation totale du territoire. 2022 constituant une année de référence, aucune évolution n'a été calculée.

Au-delà de l'eau potable, l'objectif est aussi de préserver la ressource en eau, de façon quantitative et qualitative, pour les eaux de surface et les eaux souterraines (cf. plan eau du gouvernement de mars 2023).

Consommation d'eau (en m³)



Nature et biodiversité

Consommation d'espaces

Définitions

L'observatoire de l'artificialisation présente des données de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf). Ce suivi chiffré de la consommation d'espaces permet d'aider les territoires à répondre à l'un des objectifs de la loi « Climat et résilience », pour atteindre le Zéro artificialisation nette en 2050. La loi dispose en effet dans son article 194 : « pour la première tranche de dix années, le rythme d'artificialisation est traduit par un objectif de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport à la consommation réelle de ces espaces observée au cours des dix années précédentes ».

Sources

Observatoire de l'artificialisation - Cerema
- données 2021

Consommation
d'Enaf pour activités
29,4 hectares

Évolution en un an
- 1,4 hectare
- 4,5%

En 2021, 29,4 hectares d'espaces, naturels, agricoles et forestiers ont été consommés à destination d'activités dans la métropole de Lyon. C'est moins que l'année précédente (30,8 hectares) et moins que la moyenne de ces dix dernières années (39,4 hectares). La superficie globale de la métropole de Lyon est de 53 400 hectares.

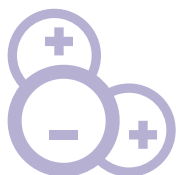
Sur la dernière décennie, l'activité représente 42% de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.

Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers
à destination d'activités (en hectares)



Qualité de l'air

Oxydes d'azote (NOx)



Objectif métropolitain

0% de personnes exposées à la valeur limite en 2030 (respect des valeurs limites réglementaires, soit 40µg/m³, correspondant à une baisse des émissions d'oxydes d'azote de 52% entre 2015 et 2030)

Définitions

Les oxydes d'azote (NOx) regroupent le monoxyde d'azote (NO) et le dioxyde d'azote (NO₂). Seul le NO₂ est réglementé en air ambiant. Les émissions de NOx des activités économiques correspondent à la somme des émissions de NOx sur le territoire des secteurs Agriculture, sylviculture et aquaculture, Industrie hors branche énergie, Branche énergie, Gestion des déchets et Tertiaire. On additionne également la part des émissions liées au transport de marchandises, soit 42% du transport routier. La consommation totale du territoire comprend, outre les activités citées ci-dessus, les secteurs Résidentiel, Transport routier (autre que le transport de marchandise) et Autres transports.

Sources

Orcae - Observatoire régional climat air énergie - 2021 (publication de décembre 2022)

Émissions de NOx par les activités économiques
4 540 tonnes

Évolution 2015-2021
- 2 267 tonnes
- 33 %

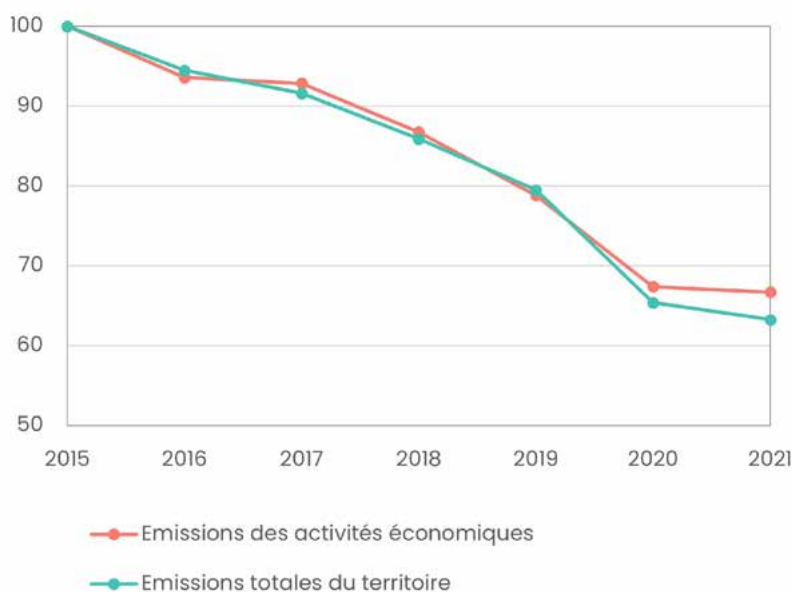
La baisse des émissions d'oxydes d'azote est structurelle depuis 2015 : -33% en six ans, soit -6,5% par an. Les émissions atteignent 4 540 tonnes en 2021.

Les objectifs du plan climat-air-énergie territorial (PCAET) seront certainement respectés sur le périmètre des activités économiques. **La tendance actuelle est de -8,4% par an sur les trois dernières années. Or, pour respecter les objectifs du PCAET, il faudrait être sur une baisse de -2,9% par an.**

Les activités économiques sont à l'origine de 62% des émissions d'oxydes d'azote. A noter une baisse de -33% des émissions pour les activités économiques depuis 2015 contre -37% pour l'ensemble du territoire.

Evolution des émissions de NOx

Base 100 en 2015



QUALITÉ DE L'AIR

Particules fines



**Objectif
métropolitain
diminution
de 47% des
émissions de
PM10 et de 54%
des émissions de
PM2,5 entre 2015
et 2030**

**-24% et -30%
pour les activités
économiques**

Définitions

Les émissions de particules fines des activités économiques correspondent à la somme des émissions des particules fines sur le territoire des secteurs Agriculture, sylviculture et aquaculture, Industrie hors branche énergie, Branche énergie, Gestion des déchets et Tertiaire. On additionne également la part des émissions liées au transport de marchandises, soit 42% du transport routier. La consommation totale du territoire comprend, outre les activités citées ci-dessus, les secteurs Résidentiel, Transport routier (autre que le transport de marchandise) et Autres transports.

Sources

Orcae - Observatoire régional climat air énergie - 2021 (publication de décembre 2022)

Émissions de particules fines
par les activités économiques

PM10 : 383 tonnes
PM2,5 : 287 tonnes

Évolution 2015-2021

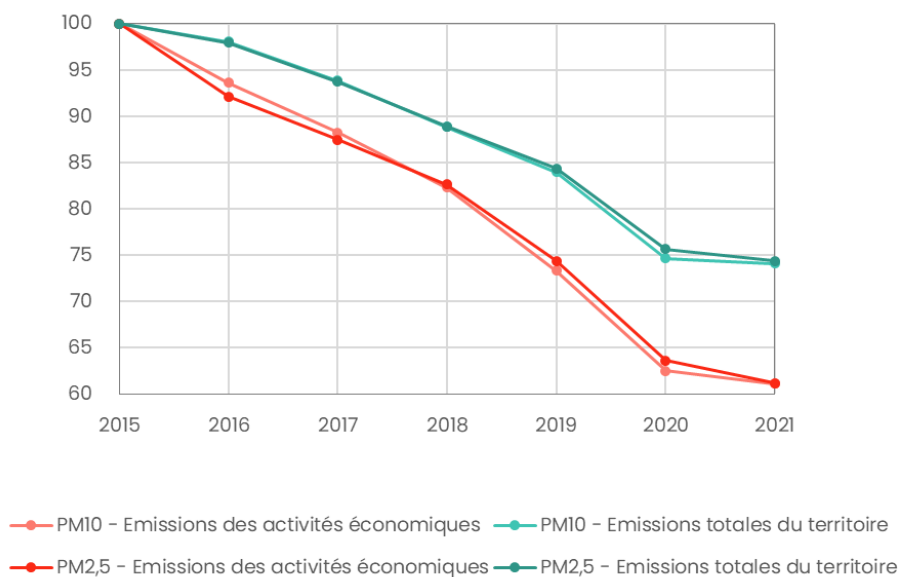
PM10 : -39%
PM2,5 : -39%

La baisse des émissions de particules fines (PM10 et PM2,5) est structurelle depuis 2015. En 2021, les émissions de PM10 et de PM2,5 étaient respectivement de 383 tonnes et 287 tonnes.

En 2021, les objectifs du plan climat-air-énergie territorial (PCAET) sont d'ores et déjà atteints pour les activités économiques.

Les activités économiques sont à l'origine de 28% des émissions du territoire pour les PM10 et de 25% des émissions pour les PM2,5. A noter une baisse de -39% des émissions de PM10 et PM2,5 pour les activités économiques depuis 2015 contre -26% pour l'ensemble du territoire.

Evolution des émissions de particules fines
Base 100 en 2015





Tonnages importés

Importations



Définitions

Les données sont à l'échelle de la circonscription départementale du Rhône. Les statistiques présentées ici représentent l'ensemble des importations du Rhône, à l'exception des hydrocarbures naturels et produits pétroliers raffinés. Elles sont mesurées en masse (kilotonne)

Sources

Douanes - 2022

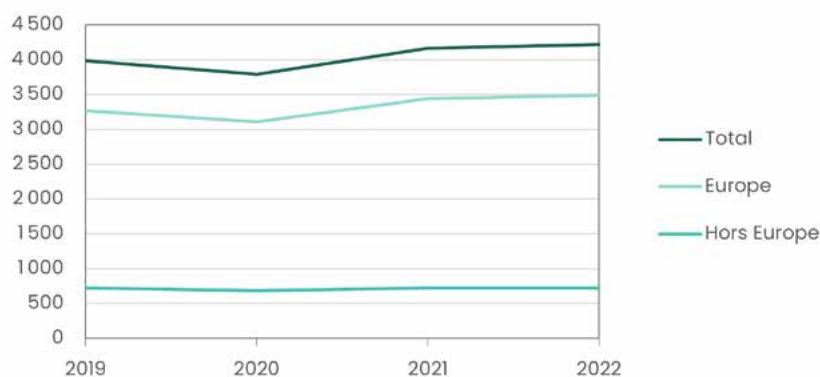
Tonnages importés
4 217 kt

Évolution en un an
+ 51 kt
+1,2%

Les importations du Rhône, mesurées en masse, ont augmenté de 1,2% en 2022. Les achats effectués en Europe représentent 84% des importations. Les quatre premiers pays de provenance des achats font partie de l'Union européenne, il s'agit de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Espagne et de la Belgique. Ils représentent 59% des importations du Rhône. La Chine arrive en cinquième position et représente 7% des importations.

Europe	3 493 kt	+ 1,5 %
Hors Europe	724 kt	- 0,3 %

Importations du Rhône (en kilotonnes)









**SOUTENABILITÉ
ÉCONOMIQUE**



SOUTENABILITÉ ÉCONOMIQUE

Vue d'ensemble des indicateurs



Sous-domaine	Thématique	Le chiffre	Évolution	Indicateur	Source	Dates
CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DYNAMIQUE D'EMPLOI	Solde commercial	-7,1	-1,8	Solde commercial du Rhône en milliards d'euros (exportations - importations)	Douanes	2021-2022
	Emploi salarié et non salarié	831 000	+1%	Nombre d'emplois salariés et non salariés	Insee	2019-2020
	Emploi salarié privé	649 900	+3%	Nombre d'emplois salariés privés	Urssaf	2021-2022
	Besoins en main d'œuvre	76 400	+6,6%	Nombre de projets de recrutements	Pôle emploi-BMO	2022-2023
	Entrepreneuriat	31 830	-1,6%	Nombre de créations d'entreprise	Insee-SIDE	2021-2022
	Défaillances	1 030	+40%	Nombre de défaillances d'entreprises	Tribunal de commerce de Lyon	2021-2022
	SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE	Emploi industriel	80 500	+2,9%	Emplois salariés privés dans l'industrie	Urssaf
		12,4%		Part de l'industrie dans l'emploi	Urssaf	2022
ACTIVITÉS À IMPACT	Sociétés à mission	54	x2,3	Nombre de sociétés à mission	Observatoire des sociétés à mission	2021-2022
	Economie sociale et solidaire	80 430	+4,4%	Nombre de postes salariés dans l'ESS	Insee-Flores	2020-2021
		5 160	+2%	Nombre d'établissements employeurs au sein de l'ESS	Insee-Flores	2020-2021
		10,3%	+0,1 point	Part de l'ESS dans les emplois salariés	Insee-Flores	2020-2021
	Entreprises à vocation d'insertion	6 450	+0,8%	Nombre de salariés en insertion	Ddets du Rhône	2021-2022
ACHATS RESPONSABLES	Achat hors Europe	7,2	+11,1%	Montant des importations hors Europe (en milliards d'euros)	Douanes	2021-2022
	Achat local Europe	16,7	+18,6%	Montant des importations provenant d'Europe (en milliards d'euros)	Douanes	2021-2022



Croissance économique et dynamique d'emploi

Solde commercial

Définitions

Le solde commercial correspond à la différence entre les exportations et les importations, il est calculé sur la base des fichiers des douanes. Les données sont à l'échelle de la circonscription départementale du Rhône.

Sources

Douanes - 2022

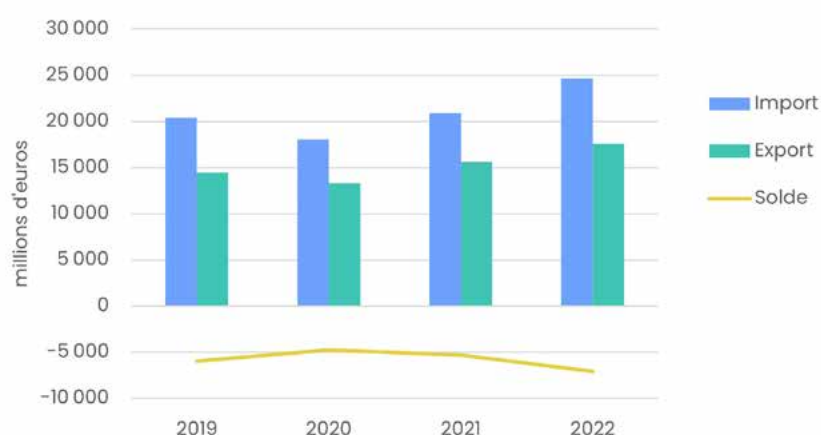
Solde commercial
(exportations-
importations)
**- 7,1 milliards
d'euros**

Évolution en un an
**- 1,8 milliard
d'euros
- 34%**

En 2022, le solde commercial du Rhône en valeur se dégrade à nouveau par rapport à l'année précédente : il s'établit à -7,1 milliards d'euros, contre -5,5 milliards en 2021. Les exportations du Rhône enregistrent pourtant une nette progression en 2022 (+13%, après +17% en 2021), avec un quatrième trimestre particulièrement dynamique. Mais les importations progressent plus rapidement encore (+18%, après +16% en 2021). En 2022, les produits les plus déficitaires sont les matériels de transport, les produits métallurgiques et métalliques, les machines et les produits agroalimentaires. A l'inverse, le département est largement excédentaire en ce qui concerne les produits chimiques.

Au niveau national, le solde commercial affiche un déficit record en 2022, quasiment le double du précédent record historique de 2021.

Evolution du commerce extérieur du Rhône





CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DYNAMIQUE D'EMPLOI

Emploi salarié et non salarié



Définitions

Les estimations annuelles d'emploi sont issues de la synthèse de sources administratives. Elles permettent de comptabiliser le nombre de personnes en emploi durant la dernière semaine de l'année. Les non-salariés sont pour l'essentiel des micro-entrepreneurs, des entrepreneurs individuels classiques et des gérants majoritaires de SARL.

Sources

Insee - Estimations d'emploi - 31-12-2020

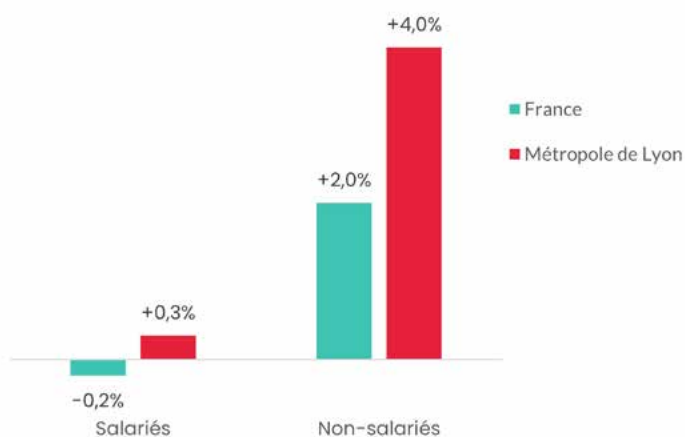
Emploi total
en 2020
831 000

Évolution en un an
+ 4 913
+1%

831 000 personnes étaient en emploi à la fin de l'année 2020. 92% d'entre elles avaient un emploi salarié (soit 763 000 personnes) et 8% étaient non-salariées (soit 68 000 personnes). La part des non-salariés est moins élevée dans la métropole de Lyon qu'au niveau national, où elle atteint 11%. Les non-salariés sont principalement des micro-entrepreneurs et des entrepreneurs individuels ; ces derniers sont nombreux dans les activités libérales (professions juridiques, santé...).

Entre 2019 et 2020, le nombre d'emplois total a augmenté de 1%, soit 4 910 emplois supplémentaires, malgré les circonstances sanitaires particulières (Covid-19). Cette progression est tirée par l'emploi non salarié : +2 600 emplois supplémentaires en un an (+4,0%), contre +2 300 pour l'emploi salarié (+0,3%).

Evolution du nombre d'emplois
en 2020



CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DYNAMIQUE D'EMPLOI

Emploi salarié privé

Définitions

Les emplois salariés du secteur privé relèvent de l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel, hors intérim, à l'exclusion des administrations publiques, de l'éducation et de la santé non marchandes, des salariés à domicile des ménages et des entreprises relevant de la Mutualité sociale agricole.

Les effectifs en apprentissage sont désormais inclus.

Sources

Urssaf - 31-12-2022

Emplois salariés
privés
649 900

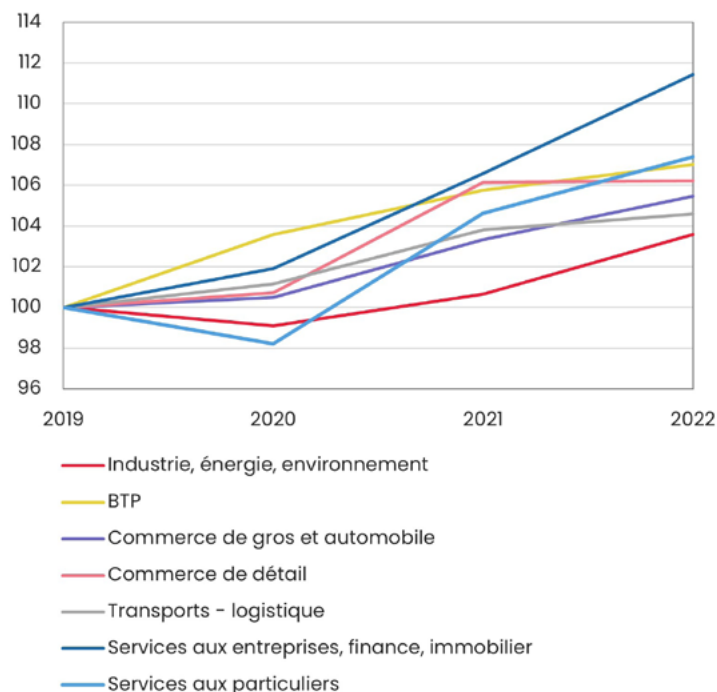
Évolution en un an
+18 800
+3,0%

Les établissements du secteur privé emploient près de 650 000 salariés fin 2022. Ce nombre a augmenté de 3% en un an, soit 18 800 salariés supplémentaires, au terme d'une année où les recrutements ont été très nombreux, malgré les difficultés rencontrées par les entreprises pour trouver les profils et compétences recherchés.

Tous les grands secteurs d'activité sont dans une dynamique positive d'emploi, dans la lignée de la reprise de l'activité après la crise sanitaire. La progression la plus vive concerne les services aux entreprises, qui enregistrent en un an plus 11 000 emplois supplémentaires. L'évolution est moins nette pour le commerce de détail, dont l'emploi est quasiment stable par rapport à 2021.

Evolution de l'emploi salarié privé par grands secteurs

Base 100 en 2019





CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DYNAMIQUE D'EMPLOI

Besoins en main d'œuvre



Définitions

Chaque année, Pôle emploi adresse un questionnaire aux établissements afin de connaître leurs besoins en recrutement par secteur d'activité et par bassin d'emploi. En Auvergne-Rhône-Alpes, sur les 303 000 établissements entrant dans le champ de l'enquête, près de 47 700 réponses ont été collectées et exploitées. En raison du contexte sanitaire, les résultats de l'enquête sur l'année 2020 ne sont pas représentatifs.

Sources

Pôle emploi - Enquête besoins en main d'œuvre 2023

Projets de recrutements
76 400

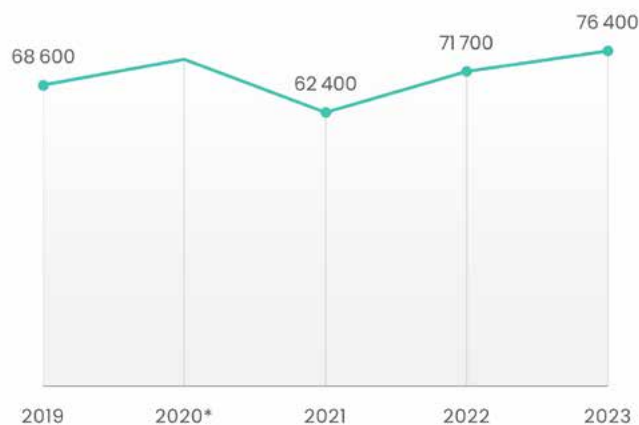
Évolution en un an
+ 4 700
+ 6,6%

Les projets de recrutements des établissements de la métropole de Lyon ont atteint 76 400 pour l'année 2023, en hausse de 6,6% en un an. Un tiers des établissements envisageait un recrutement. 62% des projets sont jugés difficiles par les employeurs.

Les cinq métiers les plus recherchés sont les ingénieurs en informatique, les employés polyvalents de la restauration, les aides à domicile, les aides-soignants et les agents d'entretien de locaux.

Parmi les métiers jugés les plus difficiles à pourvoir, on trouve différents métiers du BTP, les conducteurs de transport en commun sur route et les aides à domicile.

Evolution du nombre de projets de recrutement





CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DYNAMIQUE D'EMPLOI

Entrepreneuriat

Définitions

Est considérée comme entreprise nouvellement créée, l'apparition d'une unité légale marchande et productive n'ayant pas de prédécesseur (à l'exception de l'agriculture non prise en compte dans le calcul).

Sources

Insee - SIDE

Nombre
d'entreprises
créées
31 830

Évolution en un an

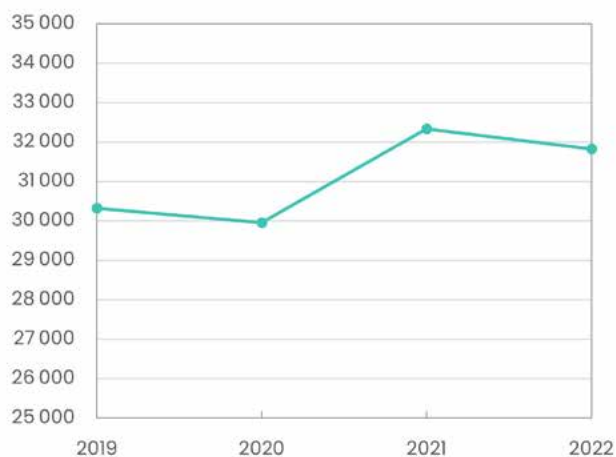
- 510
-1,6%

Le nombre de créations d'entreprises est en recul en 2022 après le record enregistré en 2021.

Les micro-entreprises constituent la majorité des nouvelles entreprises (63%). Les sociétés représentent 28% des créations d'entreprises et les entreprises individuelles classiques 9%.

Le secteur des services aux entreprises, finance, immobilier représente près de la moitié des créations. L'immatriculation de micro-entrepreneurs dans le domaine de la livraison est en fort recul en 2022 (-56%).

Nombre de créations d'entreprise



CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DYNAMIQUE D'EMPLOI

Défaillances d'entreprises



Définitions

La défaillance est qualifiée par l'ouverture d'une procédure collective donnant lieu au dépôt d'une déclaration de cessation de paiement. Il s'agit donc des redressements et liquidations judiciaires. Le périmètre correspond à celui du Tribunal de commerce de Lyon. Le département du Rhône en compte un deuxième : celui de Villefranche-Tarare.

Sources

Tribunal de commerce de Lyon

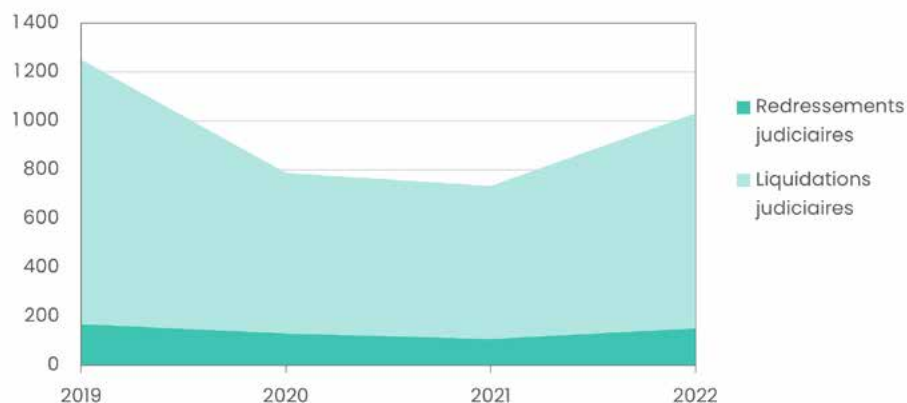
Nombre de
défaillances
d'entreprise
1 030

Évolution en un an
+300
+40%

Le nombre de défaillances a dépassé le seuil de 1 000 entreprises en 2022. Les ouvertures de procédures de liquidation en représentent 85%. En un an, le nombre de défaillances a augmenté de 40%. Cette augmentation était attendue. Elle traduit en effet un retour « à la normale » après deux années atypiques, pendant lesquelles les entreprises, y compris celles qui étaient déjà fragilisées, ont été largement aidées et soutenues, en raison du Covid-19. Le nombre de défaillances est resté inférieur à celui de 2019.

Trois secteurs concentrent plus de la moitié des procédures collectives. Il s'agit du commerce (22%), de la construction (21%) et de l'hébergement-restauration (10%).

Défaillances d'entreprises





Souveraineté économique

Emploi industriel

Définitions

Les emplois salariés du secteur privé relèvent de l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel, hors intérim, à l'exclusion des administrations publiques, de l'éducation et de la santé non marchandes, des salariés à domicile des ménages et des entreprises relevant de la Mutualité sociale agricole.

Les emplois retenus ici sont ceux des grands secteurs industriels, de l'énergie et de l'environnement (eau, déchets, dépollution). Les effectifs en apprentissage sont désormais inclus.

Sources

Urssaf - 31-12-2022

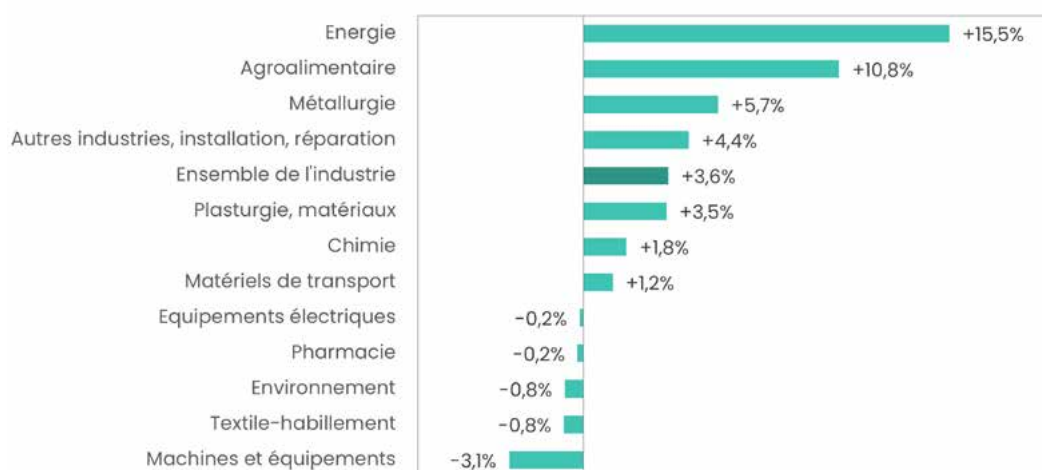
Emplois salariés
dans l'industrie
80 500

Évolution en un an
+2 270
+2,9%

Les établissements de l'industrie, de l'énergie et de l'environnement emploient 80 500 salariés fin 2022, ce qui représente 12% des emplois salariés privés du territoire. Après un léger repli en 2020 au moment de la crise sanitaire, le nombre d'emplois est reparti à la hausse en 2021 et 2022, retrouvant la dynamique déjà à l'œuvre auparavant. En trois ans, entre 2019 et 2022, l'emploi industriel a progressé de 3,6% dans la métropole de Lyon, une hausse plus rapide qu'au niveau national (+1,3%).

Les principales spécificités lyonnaises, pour lesquelles l'emploi est sur-représenté par rapport au niveau national, sont l'industrie pharmaceutique (8 180 emplois), l'industrie chimique (9 730 emplois) et l'énergie (9 480 emplois). Ce dernier secteur est aussi celui où la croissance de l'emploi a été la plus vive depuis trois ans.

Evolution de l'emploi entre 2019 et 2022
dans les principaux secteurs industriels





Activités à impact

Sociétés à mission



Définitions

La qualité de société à mission a été introduite par la loi Pacte (loi n°2019-486 du 22 mai 2019). Elle permet aux entreprises qui le souhaitent de se doter d'une raison d'être intégrant la prise en compte des impacts sociaux et environnementaux de leurs activités.

La raison d'être, ainsi que les objectifs sociaux et environnementaux que la société se donne pour mission de poursuivre, doivent être inscrits dans les statuts de la société.

Un croisement entre les données de l'Observatoire des sociétés à mission et l'adresse des sociétés référencées a permis d'identifier et comptabiliser les sociétés à mission présentes sur le territoire de la métropole de Lyon.

Sources

Observatoire des sociétés à mission - 2022

Nombre de sociétés à mission

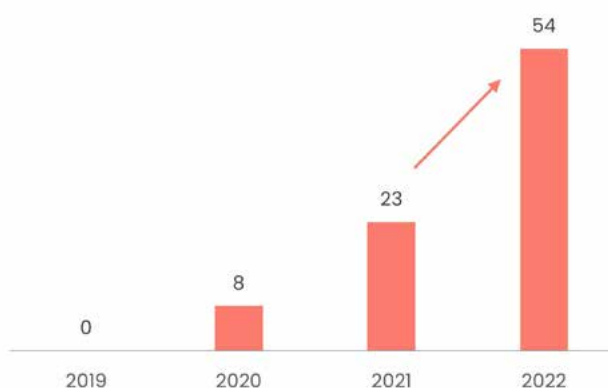
54

Évolution en un an

+31
x2,3

54 sociétés à mission ont été identifiées dans la métropole de Lyon au 31 décembre 2022. Leur nombre a été multiplié par 2,3 en un an et par 6,8 en deux ans. Au niveau national, il y en a 69% de plus qu'il y a un an et 5 fois plus qu'en 2020.

Nombre de sociétés à mission





ACTIVITÉS À IMPACT

ESS – Économie sociale et solidaire

Définitions

L'ESS est définie ici à partir des quatre familles traditionnelles : coopératives, mutuelles, associations et fondations. Les autres sociétés commerciales de l'ESS (autres que coopératives) ne sont ici pas prises en compte dans les statistiques.

Les effectifs comptabilisés dans Flores correspondent à des postes salariés. Un poste de travail est défini comme le croisement entre une personne salariée et un établissement lieu de travail.

Sources

Insee-Flores
au 31-12-2021

Nombre
d'établissements
dans l'ESS
5 160

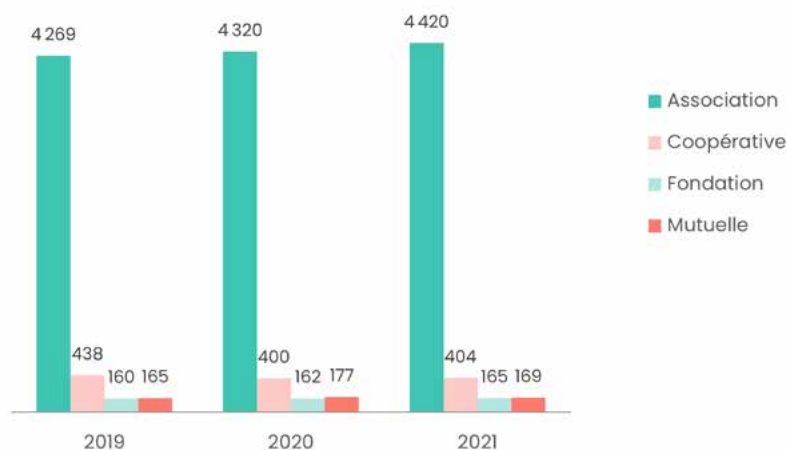
Évolution en un an
+100
+2%

En 2021, l'économie sociale et solidaire emploie 80 430 salariés au sein de 5 160 établissements. L'ESS représente 10,3% de l'ensemble des emplois salariés (privés et publics). L'emploi de l'ESS a progressé de 4,4% en un an et de 9,3% en deux ans contre respectivement +3,5% et +3,8% pour le total des emplois salariés. Le nombre de structures a progressé de 2% en un an et de 2,5% en deux ans. Les associations emploient 78% des salariés de l'ESS, elles représentent 86% des structures. Un peu plus de 400 coopératives sont implantées dans la métropole de Lyon.

Les activités où l'économie sociale est la plus présente sont l'action sociale (63% des emplois), les arts, spectacles et activités récréatives (61%), et l'assurance (51%).

Nombre d'emplois	84 430	+ 4,4 %
Association	62 510	+ 4,4 %
Coopérative	7 060	+ 1,3 %
Fondation	5 270	+ 2,2 %
Mutuelle	5 600	+ 11,3 %
Part de l'ESS dans les emplois salariés	10,3 %	+ 0,1 point

Nombre d'établissements dans l'ESS





ACTIVITÉS À IMPACT

Entreprises à vocation d'insertion



Définitions

Les entreprises à vocation d'insertion se composent des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) et des entreprises à but d'emploi (EBE).

Ici, seules les SIAE sont prises en compte sur le périmètre de la métropole de Lyon. A noter, que l'on peut distinguer les SIAE selon qu'elles produisent des biens et services (entreprises d'insertion - EI, ateliers et chantiers d'insertion - ACI) ou mettent à disposition des salariés (entreprises de travail temporaire d'insertion - ETTI, associations intermédiaires - AI).

Sources

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (Ddets) du Rhône - 2022

Nombre de salariés en insertion

6 450

Évolution en un an

+ 50

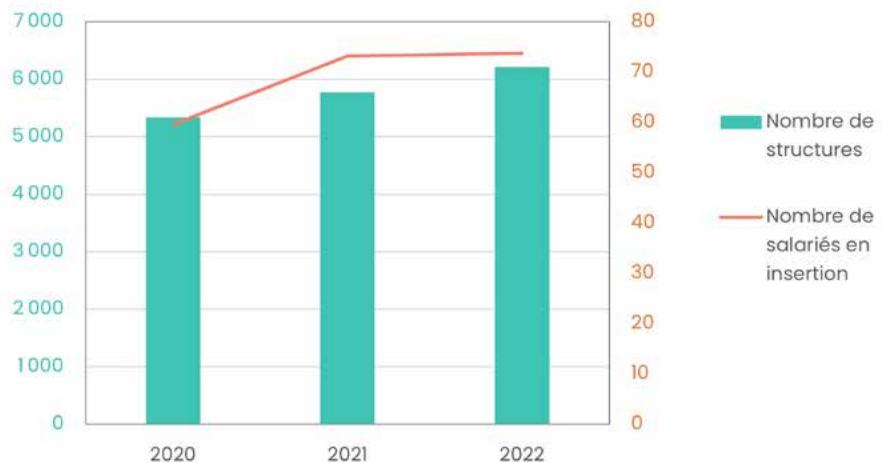
+ 0,8 %

En 2022, 71 structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) sont installées sur le territoire métropolitain, confirmant le dynamisme du secteur. En 2020 et 2021, elles étaient respectivement 61 et 66.

En 2022, 6 450 personnes en difficultés se sont engagées dans un parcours d'insertion au sein d'une SIAE du territoire métropolitain (+ 1 240 salariés entre 2020 et 2022 soit une augmentation de 23,8%). En 2021, elles étaient 6 400, en 2020, 5 210.

Les bénéficiaires du RSA représentaient 41% des salariés en insertion en 2022.

Nombre de structures et de salariés en insertion





Achats responsables

Importations

Définitions

Les données sont à l'échelle de la circonscription départementale du Rhône. Les statistiques présentées ici représentent l'ensemble des importations du Rhône, à l'exception des hydrocarbures naturels et produits pétroliers raffinés. Elles sont mesurées en valeur (milliards d'euros courants).

Sources

Douanes - 2022

Montant des importations
23,9 md€

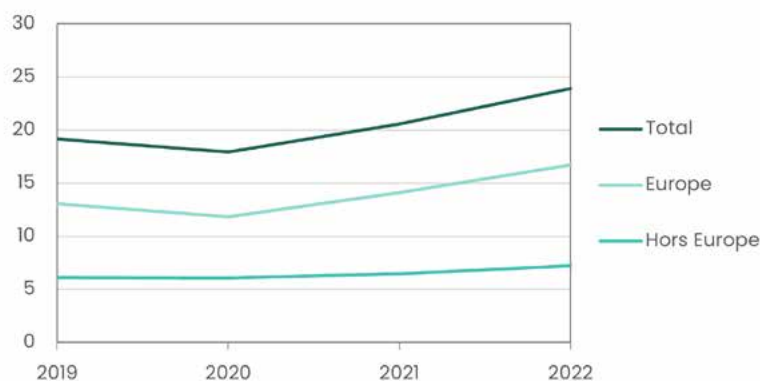
Évolution en un an
+ 3,3 md€
+ 16,2 %

Europe	16,7 md€	+ 18,6 %
Hors Europe	7,2 md€	+ 11,1 %

En valeur, l'Europe représente 70% des importations du Rhône. Les importations en provenance d'Europe ont augmenté de 16,2% en un an, celles hors Europe de 11,1%.

L'Allemagne et l'Italie sont les deux premiers pays de provenance des achats, ils représentent 29% de la valeur des importations. La Chine arrive en troisième position et représente 11% des importations.

Importations du Rhône (en milliards d'euros)





Agence d'**Urbanisme** de l'aire
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient
69326 Lyon Cedex 3
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00
www.urbalyon.org

La réalisation de ce rapport a été permise par la mutualisation
des moyens engagés par les membres de l'Agence d'urbanisme

Directeur de publication : **Damien Caudron**
Référent : **Sophie-Anne Carrolaggi** - sa.carrolaggi@urbalyon.org

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers
et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme